



Réception au ministère de la justice de Pologne à Varsovie le 24 janvier 2007

L'heure est décisive pour la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne (CNHJP) qui est reçue par M. Andrzej Kryze, sous secrétaire d'Etat à la justice.

Un ordre du jour important

Il a neigé une grande partie de la nuit et Varsovie s'éveille toute couverte d'une parure d'hermine ce 27 janvier. Pour la circonstance, le président de la CNHJP, Gabriel Pietrasik, le vice président, Michal Redelbach, et le secrétaire général sont accompagnés du président de l'UIHJ, Jacques Isnard.

A l'ordre du jour les importantes questions qui tenaient l'esprit de nos confrères polonais et plus particulièrement :

- la compétence nationale des huissiers de justice ;
- l'augmentation substantielle du corps des huissiers de justice ;
- la surveillance de la discipline par les présidents de cours ;
- la suppression, en matière tarifaire, du principe « *no cure no pay* » ainsi que le système de rémunérations forfaitaires, et le pouvoir discrétionnaire laissé aux juges en matière de fixation des tarifs ;
- la responsabilité collective des huissiers de justice ;
- la formation...

Ainsi que divers autres thèmes s'articulant autour de l'efficacité de l'exécution des décisions de justice, du dialogue entre la CNHJP et le ministère de la justice, etc.

Le sous secrétaire d'Etat était accompagné de six parmi ses collaborateurs les plus proches, la plupart étant en charge de suivre les textes parlementaires en voie de discussion et s'appliquant à la modification du statut des huissiers de justice. Il est à observer que cette rencontre était la première réalisée entre les autorités ainsi constituées et les huissiers de justice. Sans doute cela devait-il justifier les deux heures d'entretien et les prometteurs échanges de vue laissant augurer pour l'avenir un plus large dialogue entre les huissiers de justice et leur pouvoir de tutelle.



Jacques Isnard, président de l'UIHJ – President of UIHJ

Réception au ministère de la justice – Meeting at the Ministry of Justice



Réception à la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne à Varsovie – Meeting at the National Chamber of Judicial Officers of Poland, in Warsaw

L'Europe au cœur des discussions

L'Europe, l'espace de justice et de sécurité et les instruments communautaires furent aussi au cœur des discussions qui mirent en exergue la nécessité de pourvoir à l'harmonisation de la profession d'huissier de justice dans l'espace européen.

Par ailleurs, la place de la CNHJP devait encore être largement évoquée au sein de l'Union européenne.

A cet égard, le sous secrétaire d'Etat devait affirmer que les huissiers de justice polonais devaient s'efforcer de jouer un rôle actif au sein de l'UIHJ.

Enfin, le projet d'inviter une délégation du ministère de la justice à Paris, au siège de la chambre nationale française, notamment en vue d'étudier le fonctionnement de la Caisse de garantie des huissiers de justice français ainsi que le système de formation a été longuement évoqué avec des perspectives positives à court terme.

Il reste que le statut des huissiers de justice polonais, qui fait l'objet d'un examen au parlement, est susceptible d'être modifié et que les réformes projetées sont de nature à laisser planer quelques inquiétudes auprès du président Pietrasik et de nos confrères. Mais la teneur des propos des hautes autorités de direction nous ont semblé empreintes d'un certain optimisme pour l'avenir.





Meeting with the Ministry of Justice of Poland in Warsaw on January 24, 2007

The hour is decisive for the National Chamber of the Judicial Officers of Poland (NCJOP) which is received by Mr. Andrzej Kryze, Vice-State Secretary of justice.

An Important Agenda

It snowed most of the night and Warsaw wakes up covered with an ornament of ermine this 27 January. For the circumstance, the president of the NCJOP, Gabriel Pietrasik, the Vice President, Michal Redelbach, and the general-secretary are accompanied by the president of the UIHJ, Jacques Isnard.

On the agenda are the important questions which are on the mind of our Polish fellow-members and more particularly:

- the national competence of the judicial officers;
- substantial increase in the body of the judicial officers;
- monitoring of the discipline by the presidents of course;
- suppression of the "No Cure No pay" principle in the tariff as well as the system of contractual remunerations, and the discretionary capacity left to the judges as regards fixing the tariffs;
- the collective liability for the judicial officers;
- training...

As well as various other topics articulated around the effectiveness of the execution of the court decisions, the dialogue between the NCJOP and the ministry of justice, etc.

Participation de l'UIHJ aux journées d'étude 2007 de la Chambre des Solicitadores portugais

La Chambre nationale des Solicitadores portugais a invité des représentants de l'UIHJ à participer aux deux journées d'étude organisées les 23 et 24 février 2007 à l'université catholique de Lisbonne.



The Vice-State Secretary was accompanied by six of his closest collaborators, the majority being in charge of following the parliamentary texts in the process of discussion relating to the modification of the statute of the judicial officers. It is to be observed that this meeting was the first carried out between the authorities thus made up and the judicial officers. No doubt that was to justify the two hours of the meeting and the promising exchanges of views letting forecast for the future a broader dialogue between the judicial officers and their tutorship.

Europe in the Middle of the Discussions

Europe as well as the area of justice and security, and the common instruments were also in the middle of the discussions which emphasized on the need for providing for the harmonization of the occupation of judicial officer in the European area.

In addition, the place of the NCJOP was still to be largely evoked within the European Union.

In this respect, Vice-State Secretary was to affirm that the Polish judicial officers were to endeavour to play an active part within the UIHJ.

Lastly, the project to invite a delegation of the Ministry of justice in Paris, to the headquarters of the French national Chamber, in particular in order to study the functioning of the Guaranty system of the French judicial officers as well as the system of training was lengthily evoked with positive prospects in the short run.

It remains that the status of the Polish judicial officers, which is the subject of an examination at the Parliament, is likely to be amended and that the projected reforms are to worry President Pietrasik as well as our fellow-members. But to us, the content of the remarks of the high authorities seemed to leave some space for optimism for the future.

Un programme attractif

Lors de la séance d'ouverture sous la haute présidence du ministre de la Justice portugais M. Alberto Costa, Jacques Isnard, le président de l'UIHJ, s'est réjoui du programme attractif et significatif d'une ouverture vers l'Europe préparé par les Solicitadores portugais.

Il les interpella sur leur statut qui ne fait pas d'eux des officiers publics et ministériels et attira leur attention sur leur position face à la directive 2006/123/CE relative aux libertés d'établissement des prestataires de service et libre circulation des services dans le marché intérieur, adoptée par le Parlement Européen et le Conseil le 12 novembre 2006, dite directive « services ».

Il s'appuya ensuite sur la recommandation Rec2003(17) du 9 septembre 2003 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres en matière d'exécution des décisions de justice. Cette recommandation s'attache aux structures des huissiers de justice et prévoit que chaque Etat doit délimiter les relations huissiers de justice/juge pour insister sur le fait que, lorsque, comme au Portugal, les activités d'exécution sont dirigées et contrôlées par le juge, la lenteur, source d'inefficacité, se profile et nuit à la bonne exécution des jugements.